

République Centrafricaine

Analyse des barrières d'accès à l'éducation

Mai 2020

BAPTISTE

Contexte

En 2020, la crise humanitaire en République centrafricaine (RCA) est entrée dans sa 8^{ème} année. En ce qui concerne le système éducatif, la provision de services reste limitée. En effet, les attaques visant les infrastructures éducatives, couplées à un redéploiement timide des professeurs dans leurs écoles d'affectation en raison de contraintes sécuritaires et logistiques, ne permettent pas une amélioration de la situation. En conséquence, d'après l'aperçu des besoins humanitaires 2020, plus d'un million d'enfants ont besoin d'assistance humanitaire dans le domaine de l'éducation¹.

Les communautés hôtes et déplacées sont confrontées à un système éducatif présentant des faiblesses structurelles et un manque accru de ressources et de capacités. Toutefois, en RCA, il n'y a pas eu d'approche globale pour comprendre l'impact des déplacements de la population sur le système éducatif. Ainsi, REACH, en collaboration avec le cluster éducation, s'est donné pour objectif de fournir une analyse qualitative des besoins et des obstacles d'accès aux infrastructures et services éducatifs pour les deux groupes de population. L'objectif est de combler les lacunes d'information qui existent en ce sens, et de permettre au cluster éducation de mieux comprendre ce qui empêche les enfants déplacés et les enfants des communautés hôtes d'aller à l'école, au-delà de la fonctionnalité des écoles. Quant à cette fonctionnalité, elle est renseignée grâce à la composante du même projet centrée sur la cartographie des écoles menée par REACH entre janvier et février 2020, et dont les résultats sont disponibles sur le [site internet de REACH](#).

Méthodologie

L'évaluation conduite par REACH entre le 14 et le 21 février 2020 a utilisé une approche qualitative, grâce à la conduite de 26 groupes de discussion (GD) dans les villes d'Alindao et de Zémio, dans le but de comprendre les barrières d'accès à l'éducation auxquelles les communautés hôtes et déplacées font face. Les discussions se sont déroulées avec les parents, les enseignants ainsi que les enfants, âgés de 6 à 12 ans. Une désaggrégation par sexe a été observée pour les parents et les enfants. Un tableau présentant les 13 groupes de discussion menés dans chacune des deux localités est fourni dans la section [annexe](#).

Cette évaluation a été menée grâce à la mobilisation de deux partenaires du cluster éducation ; *Norwegian Refugee Council* (NRC) pour Alindao et ACTED pour Zémio. Ces deux sous-préfectures ont été identifiées, sur la base d'un examen approfondi des données secondaires existantes, car elles ont été jugées comme des références à la fois pour des déplacements "anciens", entre 2013 et 2017 (Alindao), et pour des déplacements "récents", entre 2017 et 2019 (Zémio). Cette distinction a été opérée dans le but de vérifier l'hypothèse selon laquelle un afflux important de population dans une zone est associé à une pression supplémentaire sur les ménages et les infrastructures communautaires, y compris les établissements d'enseignement.

Les résultats présentés dans cette note ne sont pas représentatifs et doivent être interprétés de manière indicative. Voir la section [annexe](#) pour plus de détails sur la méthodologie utilisée.

Présentation des résultats

Les résultats obtenus pour Alindao et Zémio ayant été relativement similaires, la comparaison systématique des deux localités n'aurait pas permis de mettre en lumière les spécificités de chacune d'entre elles. Ainsi, l'équipe REACH a décidé de les présenter séparément, sous la forme de "profils" détaillant les informations recueillies pour chaque zone. Ainsi, pour chacune des deux localités, le lecteur trouvera présentées les sections suivantes : i) données secondaires et résultats clés ; ii) perceptions des parents et des enfants issus des communautés déplacées ; iii) perceptions des parents et des enfants issus des communautés hôtes.

Le point de vue des enseignants a été intégré dans l'analyse globale de la situation à l'échelle de la localité, et non dans une section séparée. Par ailleurs, les réponses des enfants, les filles et les garçons, ont été considérées dans leur ensemble. La différence du sexe des répondants a été précisée lorsque cela était pertinent pour l'analyse.

Les deux profils peuvent être utilisés séparément. L'analyse croisée des résultats sur les deux zones ciblées n'a pas permis de mettre en lumière des différences significatives concernant la temporalité des déplacements de population. En d'autres termes, l'hypothèse selon laquelle un déplacement de population "ancien" exercerait une pression supplémentaire sur les infrastructures éducatives locales au fil du temps ne semble pas être vérifiée par les résultats de cette étude. Pour la ville d'Alindao comme pour la ville de Zémio, les principales barrières d'accès à l'éducation évoquées ont été : le manque d'infrastructures scolaires, l'insécurité généralisée de la zone, le manque de moyens financiers des ménages, l'insécurité alimentaire des familles ou encore la faible qualité de l'enseignement.

Toutefois, on peut relever que pour Alindao, la non fonctionnalité des infrastructures semble être liée à un manque de moyens de la commune pour effectuer la réhabilitation ou l'entretien des bâtiments scolaires ainsi que l'équipement des classes en matériel didactique. En revanche, pour Zémio, la dégradation des infrastructures scolaires est la conséquence des affrontements de 2017 qui ont engendré des destructions et pillages massifs des écoles de la zone. Par ailleurs, en ce qui concerne la qualification des enseignants, la précarité du statut de maître-parent a été évoquée uniquement à Zémio. Dans les deux villes, enseignants et parents déplorent le manque de reconnaissance, de rémunération et de formation des enseignants mais cela semble encore plus vrai pour la localité de Zémio où la quasi totalité des enseignants ne sont pas des professionnels. Le problème de l'alcoolisme chez les enseignants a aussi été évoqué uniquement pour la ville de Zémio. Enfin, en ce qui concerne l'insécurité, la thématique des tensions communautaires a été relevée uniquement pour Alindao.



Données secondaires - Alindao

Selon l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) de 2019², pour la sous-préfecture d'Alindao, les principales barrières d'accès à l'éducation au sein des ménages, issus des communautés hôtes et déplacées, ayant au moins un enfant non-inscrit ou présent moins de 6 mois à l'école durant l'année 2018-2019 étaient d'ordre :

- 1. Financier** : l'école était financièrement inaccessible pour les ménages ; les charges étaient trop élevées (fournitures scolaires, frais scolaires, nourriture, uniformes, etc.) et/ou les moyens de transport étaient trop chers ;
- 2. Fonctionnel** : l'école était fermée ou non fonctionnelle. Cela incluait le manque de professeurs et/ou d'élèves, l'occupation des bâtiments par des groupes armés, l'occupation des bâtiments par des populations déplacées ou encore l'endommagement partiel ou total des locaux ;
- 3. Administratif** : l'impossibilité d'enregistrer les enfants à l'école du fait, par exemple, du manque de documentations officielles, d'un mouvement récent ou continu de lieu de vie du ménage ou encore des trop faibles résultats des enfants pour continuer l'école.

Par ailleurs, à l'échelle de la sous-préfecture, 84% des garçons âgés de 7 à 12 ans étaient inscrits à l'école et 59% étaient présents toute l'année. Pour les filles âgées de 7 à 12 ans, elles étaient 56% à être inscrites à l'école et 37% à y aller toute l'année.

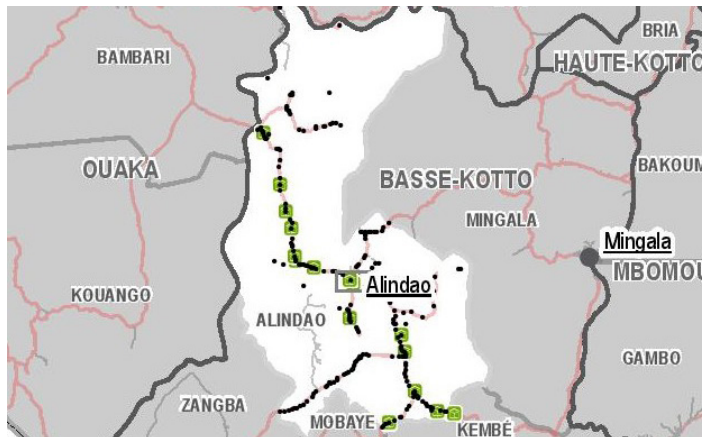
Enfin, 28% des ménages présentaient des besoins sectoriels extrêmes en matière d'éducation³.

Résultats clés

Le principal impact induit par un déplacement de population à Alindao est celui de **l'augmentation des effectifs** dans les écoles encore fonctionnelles. Ce constat s'aligne avec les résultats de la cartographie, qui dénombre en moyenne **48 élèves par enseignant**, à l'échelle de la sous-préfecture. Les professeurs et les parents sont unanimes : pendant la crise, plusieurs écoles ont été détruites, par conséquent il n'y a **pas suffisamment de salles de classe et de table-bancs pour tous les élèves**. Cela a des implications en matière de :

- 1. Qualité de l'enseignement** : selon les professeurs interrogés, il est plus *"difficile pour les élèves d'écouter"* en classe. Malgré cela, les parents soulignent tous l'implication des professeurs qui sont *"toujours prêts à venir pour enseigner à nos enfants"* ;
- 2. Infrastructures sanitaires** : selon les parents et professeurs interrogés, le manque d'infrastructures adaptées (latrines non hygiéniques et un

Carte des écoles fonctionnelles - Alindao



Carte présentant les écoles fonctionnelles de la sous-préfecture d'Alindao
Source : REACH, cartographie des écoles, janvier-février 2020.

CHIFFRES CLÉS DE LA CARTOGRAPHIE DES ÉCOLES

- 10 824** élèves inscrits dans 23 écoles fonctionnelles
- 25%** des élèves sont issus des communautés déplacées
- 77%** des abandons scolaires s'expliquent par un manque de moyens financiers des parents

manque de points d'eau) peut entraîner la propagation de maladies. Pour les professeurs, la disponibilité de toilettes en bon état est un critère essentiel dans une école, au même titre qu'un nombre suffisant de salles de classe ;

3. Tensions communautaires : à Alindao les professeurs affirment que des *"parents (issus de communautés différentes) sont venus se battre contre d'autres parents"*. Les parents issus de communautés déplacées mentionnent des *"différends"* sans préciser leur nature. Ils ajoutent que des *"compromis"* ont toujours été trouvés.

Ainsi, on constate que la principale barrière à laquelle les communautés hôtes et déplacées font face semble être celle des **infrastructures éducatives qui ne répondent pas aux besoins des populations**. Les aspects financiers et administratifs ressortent tout de même au cours des discussions, ils sont explicités dans les sections suivantes.



Barrières d'accès à l'éducation pour les populations déplacées

Du fait de leur situation de déplacement, les parents confiaient "avoir tout perdu", y compris le peu de matériel scolaire dont leurs enfants disposaient. Au moment de la collecte de données, et même après des années de vie dans leur nouvelle localité, leur situation précaire ne leur permettait pas de racheter les fournitures scolaires nécessaires pour que leurs enfants suivent les classes dans de bonnes conditions. Plus particulièrement, selon les parents issus de populations déplacées, les barrières d'accès à l'éducation en tant que service étaient de trois ordres : sécuritaire, financier et alimentaire (cf. tableau 1). Ces trois arguments sont explicités dans les sections suivantes.

Barrières	Occurrences
Insécurité	2/2
Manque de moyens financiers	2/2
Insécurité alimentaire	2/2

Tableau 1. Barrières d'accès à l'éducation évoquées par les parents déplacés au cours des groupes de discussions et nombre de GD (occurrences) où elles ont été mentionnées.

1. L'insécurité

L'insécurité ressentie par les communautés déplacées concerne non pas l'école mais la localité dans son ensemble. Les parents de ménages déplacés mentionnaient les "détonations d'armes" régulières dans la localité comme barrière d'accès aux écoles. Les solutions envisagées étaient de deux ordres. D'une part, la communauté elle-même pourrait intervenir via des actions de sensibilisation auprès des parents pour qu'ils continuent à envoyer les enfants à l'école malgré l'insécurité. Les parents de ménages déplacés estimaient même qu'ils pourraient organiser des assemblées générales pour discuter de ces sujets entre eux. D'autre part, il était nécessaire selon eux que l'Etat restaure son autorité dans la localité. Toutefois, ils ne précisaient pas quelle forme cela pourrait prendre (déploiement de plus d'agents administratifs, de forces armées, etc.).

2. Le manque de moyens financiers

Les communautés déplacées mettaient en avant le manque de moyens financiers pour payer la scolarisation et les fournitures nécessaires pour leurs enfants. Les parents d'enfants déscolariés, issus des communautés déplacées évoquent d'ailleurs que les enfants issus des populations déplacées "arrêtent (généralement) de fréquenter l'école car ils n'ont pas les kits scolaires et que les parents n'ont pas les moyens de payer ces kits". Les parents de ménages déplacés ont rapporté préférer bénéficier d'un appui financier direct pour répondre aux besoins en éducation de leurs enfants.

3. L'insécurité alimentaire

Les parents de ménages déplacés affirmaient qu'ils étaient conscients que les familles d'accueil d'Alindao n'avaient pas les moyens de subvenir aux besoins des familles déplacées. Pour faire face à cette situation, les parents de ménages déplacés évoquaient la nécessité pour eux de devoir trouver un travail rémunéré afin de subvenir aux besoins de leur propre famille en matière d'alimentation, et notamment pour les enfants lorsqu'ils vont à l'école.

Le point de vue des enfants déplacés sur l'école

Les discussions avec les enfants issus des populations déplacées ont été structurées autour de plusieurs axes. Tout d'abord, il s'agissait de recueillir leur sentiment vis-à-vis de l'école en général ("est-ce que c'est utile d'aller à l'école ?", "est-ce que les filles et les garçons doivent aller à l'école ?", etc.). Puis, des questions leur ont été posées sur leur cas particulier vis-à-vis de l'école ("qu'est-ce qui vous rend heureux ou triste à l'école ?", "votre école, elle ressemble à quoi ?", "est-ce que vous aimez y passer du temps ?", etc.). Enfin, la discussion était orientée sur le contenu même des classes ("comment se comporte le professeur ?", "quelles sont les matières que vous préférez ?", "que se passe-t-il si vous faites une bêtise en classe ?", etc.).

METHODOLOGIE D'ENTRETIEN AVEC LES ENFANTS

Pour les GD avec les enfants, le défi a été d'aborder des sujets complexes tout en les mettant à l'aise et en instaurant un climat de confiance. Les groupes de discussion ont eu lieu dans les écoles, qui ne sont donc pas des lieux neutres pour aborder la thématique de l'éducation, il fallait donc sortir du cadre scolaire pour les amener à se livrer sur leurs sentiments vis-à-vis de l'école et de leurs professeurs. Pour ce faire, des jeux et animations ont été introduits par les facilitateurs afin de briser autant que possible le rapport hiérarchique entre l'adulte et les enfants. Puis, pour la conduite du questionnaire, la plupart des questions ont été posées en partant de photographies imprimées montrant des enfants dans certaines situations (ex : des enfants joyeux dans une cour de récréation, des enfants sur le chemin de l'école, des enfants assis sur le sol dans une salle de classe, etc.). L'objectif de cette technique était double : d'une part susciter une discussion sans poser directement des questions potentiellement sensibles (sécurité et protection), d'autre part amener un aspect ludique à la discussion.



Pour les enfants issus des communautés déplacées, l'école était perçue comme un lieu où ils pouvaient recevoir une éducation mais aussi et surtout, au vu de leurs réponses, comme une opportunité de *"réussir dans la vie"*, de *"gagner sa vie"*, de *"devenir quelqu'un dans la société"*. Les filles évoquaient même la possibilité de *"gérer et cadrer"* leur vie grâce à l'école, et les garçons y voyaient un moyen de *"s'occuper de [leurs] familles"*. De façon générale, ils pensaient que l'école leur était utile, pouvait leur ouvrir des portes et était bénéfique pour leur avenir personnel et professionnel. Ils étaient globalement heureux de pouvoir y aller. Plus particulièrement, ce qui les rendait joyeux à l'école étaient les récréations, au cours desquelles ils peuvent danser et chanter. En revanche, lorsque l'on montrait aux enfants interrogés une photo d'enfants tristes, cela leur évoquait des enfants qui auraient été *"frappés"* ou *"empêchés d'aller à l'école par leurs parents"*. Les garçons évoquaient aussi que ces enfants pouvaient *"avoir faim"* ou auraient *"perdu leurs parents pendant la guerre"*. Ces ressentis font écho aux barrières d'accès à l'éducation évoquées par les parents des ménages déplacés, à savoir l'insécurité alimentaire et l'insécurité généralisée dans la localité d'Alindao. Par ailleurs, concernant les infrastructures, les filles réagissaient lorsqu'on leur montrait une photo d'une école en mauvais état ; selon elles ce n'est *"pas très hygiénique et pas bon pour l'apprentissage des élèves"*. Elles évoquaient ensuite les difficultés pour écrire lorsqu'elles sont assises par terre *"alors que si on était sur des table-bancs on allait s'asseoir à l'aise pour écrire et apprendre"*. Quant au déroulement des classes, les élèves garantissaient que leur professeur se comportait bien.

Toutefois, lorsqu'on leur montrait une photo représentant une punition sur les doigts, pour les enfants issus des communautés déplacées, les possibilités évoquées pouvant expliquer cette situation étaient les suivantes : l'enfant était en retard ou l'enfant faisait du bruit. Les filles particulièrement évoquaient les raisons suivantes : *"sur la photo on voit la main d'un élève qui prend une tape sur les doigts, cela veut dire qu'il est fautif de quelque chose (...)"* ; soit des bruits faits dans la classe, soit il ne connaît pas ses leçons". Pour aller plus loin, il a été demandé aux élèves de définir un bon enseignant selon eux, la référence aux châtiments corporels revenait. Un bon professeur était, selon eux, quelqu'un *"qui ne frappe pas les élèves"* et *"qui suit de près les élèves pour les aider à comprendre"*. Ils condamnaient le fait de taper un enfant qui *"cherche à apprendre"*. Enfin, il a été demandé aux enfants de dessiner ce qui leur faisait le plus peur à l'école, que ce soit pendant la classe ou sur le chemin de l'école : tous ont dessiné la chicote ainsi que des visages d'enfants en larmes.

De façon générale, les enfants issus des communautés déplacées ont été contents de participer à l'exercice des GD, ils ont pu donner leur avis et ont perçu cela comme une activité récréative.



Barrières d'accès à l'éducation pour les communautés hôtes

Le même questionnaire que celui administré aux parents issus de la communauté déplacée, a été soumis aux parents issus de la communauté hôte. Les parents déploraient la situation précaire des infrastructures scolaires et identifiaient plusieurs barrières expliquant l'impossibilité de scolariser leurs enfants, détaillées dans le tableau 2.

Barrières	Occurences
Insécurité	2/2
Insécurité alimentaire	1/2
Manque d'enseignants qualifiés	1/2
Insuffisance des salles de classe et des table-bancs	1/2

Tableau 2. Barrières d'accès à l'éducation évoquées par les parents hôtes au cours des groupes de discussions et nombre de GD (occurences) où elles ont été mentionnées.

D'emblée, à l'instar des parents de ménages déplacés, les parents issus des communautés hôtes évoquaient des barrières d'accès à l'éducation liées à leur propre vulnérabilité, c'est à dire l'insécurité et l'insécurité alimentaire. Les parents estimaient que leur situation ne leur permettait pas de subvenir aux besoins en éducation de leurs enfants. Des arguments inhérents au système éducatif lui-même ont ensuite été évoqués : le manque d'enseignants qualifiés et le manque d'équipement pour faire classe dans de bonnes conditions. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les communautés hôtes, du fait de leur stabilité socio-économique ainsi que géographique, sont plus à même de prendre du recul et de constater les manquements du système scolaire dans son ensemble. Les différentes barrières évoquées sont explicitées dans les sections suivantes.

1. L'insécurité

Comme pour les populations déplacées, les communautés hôtes témoignaient d'une insécurité généralisée à l'échelle de la localité d'Alindao. Ils mentionnaient par exemple des "vols et pillages" à leurs domiciles, et affirmaient que "les enfants ont peur de venir à l'école" du fait de la présence de groupes armés. Les solutions envisagées étaient les mêmes que celles évoquées par les parents issus des communautés déplacées, à savoir ; des actions de sensibilisation de la part de la communauté locale dans son ensemble, auprès des parents afin qu'ils continuent à scolariser leurs enfants malgré l'insécurité, et la restauration de l'autorité de l'Etat dans la localité.

2. L'insécurité alimentaire

Les familles vivant à Alindao ne peuvent pas aller aux champs à cause de l'insécurité de la zone. Les parents issus de la communauté hôte pensent que la solution serait qu'une organisation internationale, comme le Programme Alimentaire Mondial (PAM), offre des repas aux enfants dans les écoles au moment de la récréation. Ainsi, les parents pourraient réintégrer leurs enfants au cursus scolaire sans que l'insécurité alimentaire soit un obstacle.

3. Le manque d'enseignants qualifiés

Les enseignants se "sacrifient" pour venir enseigner mais ils ne sont pas assez formés selon les parents des ménages hôtes. Les parents issus de la communauté hôte estimaient que davantage d'enseignants qualifiés devraient être affectés et déployés dans la localité. Le matériel didactique devrait leur être fourni afin qu'ils puissent faire leur travail dans de bonnes conditions. On constate ici que les populations hôtes ont exprimé un souhait de recevoir une aide sous la forme de biens éducatifs et non d'argent, contrairement aux parents issus des communautés déplacées.

4. Le manque d'équipement scolaire

Les salles de classes des écoles d'Alindao ont été détruites au cours des divers affrontements entre groupes armés, et les table-bancs volés. Les parents de ménages hôtes estimaient que la meilleure solution serait la reconstruction directe de salles de classe et la fabrication de table-bancs additionnels. A la marge, les parents issus des populations hôtes invitaient aussi les organisations non gouvernementales (ONG) à construire des points d'eau supplémentaires dans les écoles car, à leur sens, il y a en a trop peu, encore fonctionnels, par rapport au nombre total d'élèves inscrits dans les écoles d'Alindao.

Pour rappel, la cartographie des écoles menée par REACH⁴ en début d'année 2020 a mis en lumière la sévérité des besoins en termes d'infrastructures scolaires pour l'ensemble de la sous-préfecture d'Alindao, comme le montre le tableau ci-dessous.

Indicateurs	Résultat	Seuils de sévérité ⁴
Nombre moyen d'élèves par classe	124.4	Catastrophique
Nombre moyen d'élèves par latrine fonctionnelle	349.2	Catastrophique
Nombre de filles par latrine réservée aux filles	339.4	Catastrophique
Pourcentage d'établissement scolaire ayant au moins un point d'eau amélioré fonctionnel	12	Catastrophique
Nombre d'élèves par point d'eau amélioré	2706	Catastrophique

Les seuils de sévérité ont été calculés par rapport aux indicateurs liés à l'éducation de la version préliminaire du cadre d'analyse intersectorielle conjointe (Joint Inter Sectoral Analysis Framework (JIAF)) adaptés au contexte de la RCA.



Le point de vue des enfants hôtes sur l'école

Le même questionnaire que celui utilisé avec les enfants des communautés déplacées a été utilisé pour animer la discussion avec les enfants issus des communautés hôtes. Le but était de les amener à s'exprimer sur l'école en général, leurs sentiments vis-à-vis de leur propre situation, et le déroulement des classes. La technique des images a également été utilisée afin de susciter tout à tour des émotions positives et négatives, qui leur permettent de s'exprimer sur ce qu'ils vivent au quotidien à l'école.

A l'instar des enfants issus des communautés déplacées, pour les enfants de la communauté hôte, l'école est perçue comme un moyen pour *"s'éduquer, s'instruire et réussir dans la vie"*. Une différence est apparue dans les réponses apportées par les filles et les garçons à ce sujet. En effet, alors que cela ne ressortait pas dans les discussions avec les enfants issus de ménages déplacés, les enfants de la communauté hôte avaient une idée précise de ce qu'ils voulaient faire grâce à l'école ; certains garçons évoquaient clairement leurs ambitions de travailler dans la fonction publique en tant que *"président, docteur ou directeur"* tandis que les filles voulaient poursuivre l'école pour *"s'occuper de papa et maman quand ils seront vieux"*. Cette distinction entre filles et garçons s'est poursuivie lorsque l'on a montré aux élèves différentes photographies de salles de classe en mauvais état. Pour tous, la réaction première était de dire qu'il n'était pas bien que les élèves soient assis par terre pour étudier et écrire. Toutefois, les garçons ont mentionné le fait que les *"table-bancs ont été volés pendant les affrontements"* tandis que les filles se focalisaient sur le fait qu'un endroit propre et hygiénique permettait de mieux apprendre.

En ce qui concerne leurs sentiments vis-à-vis de leur école en particulier, selon les enfants appartenant à la communauté hôte, la semaine de l'enseignement, la distribution de kits scolaires et la récréation de 10h (comme pour les enfants issus de familles déplacées) étaient les principales raisons qui expliquaient que les enfants soient contents sur les photographies. Ici, on note que les enfants sont capables d'associer une image externe, une photographie d'enfants qu'ils ne connaissent pas, à une réalité qui leur est propre, soit la semaine de l'enseignement qui se déroule chaque année dans leur école. Cela est particulièrement intéressant puisque l'on peut alors penser que tout ce qui est mentionné par les enfants, sur la base d'une des photographies montrées, est un témoignage de ce qu'ils vivent à l'école ou en dehors. Ainsi, lorsque nous leur avons montré des images d'enfants tristes, les élèves pensaient que ces enfants en photos avaient été *"frappés par leurs parents"* ou bien qu'ils avaient *"perdu leurs parents"*. On note ici une similitude avec les inquiétudes évoquées par les enfants issus de communautés déplacées, mettant en exergue le sentiment d'insécurité existant à Alindao et les

problèmes de protection que cela peut engendrer. Lorsqu'on leur a demandé de dessiner ce qui leur faisait le plus peur à l'école, les dessins de chicotes et de visages en pleurs sont revenus comme pour les enfants issus des communautés déplacées.

A propos des punitions, lorsqu'on leur a montré une photo représentant une punition sur les doigts, les enfants issus de familles hôtes ont évoqué les explications suivantes : l'enfant était en retard, l'enfant faisait du bruit ou *"il n'avait pas compris la leçon"*. Les garçons étaient conscients que les punitions pouvaient faire peur mais estimaient que c'était *"aussi parfois bien de donner des tapes sur les doigts des enfants qui perturbent (...) la classe"*. De la même manière, les filles pensaient que c'était *"une bonne chose de frapper sur les doigts lorsque (c'était) nécessaire, lorsqu'un élève dérange et bavarde en classe"*. On constate donc que les enfants ont internalisé la nécessité d'une punition occasionnelle par le professeur. Toutefois, lorsqu'on leur a demandé de citer les qualités d'un enseignant modèle tous les enfants pensaient qu'il s'agissait de quelqu'un qui *"ne vient jamais en retard"*, *"ne frappe jamais les élèves"* et *"qui donne des conseils"*. On voit donc la contradiction qu'il peut y avoir entre ce que les enfants semblent répéter de ce qu'on leur a appris (la punition est nécessaire) et ce qu'ils estiment instinctivement être une bonne ou une mauvaise chose (ne pas frapper les élèves). Par ailleurs, on peut penser qu'ils ont intégré qu'une punition occasionnelle était nécessaire mais qu'ils semblent désapprouver la forme que celle-ci peut prendre, comme le traduisent les dessins sur lesquels figure la chicote comme leur plus grande peur à l'école.

De façon générale, les enfants appartenant à la communauté hôte d'Alindao ont apprécié participer à l'exercice des GD, ils ont pu donner leur avis et ont perçu cela comme une activité récréative. Ils ont même évoqué l'envie de renouveler cet exercice.



Données secondaires - Zémio

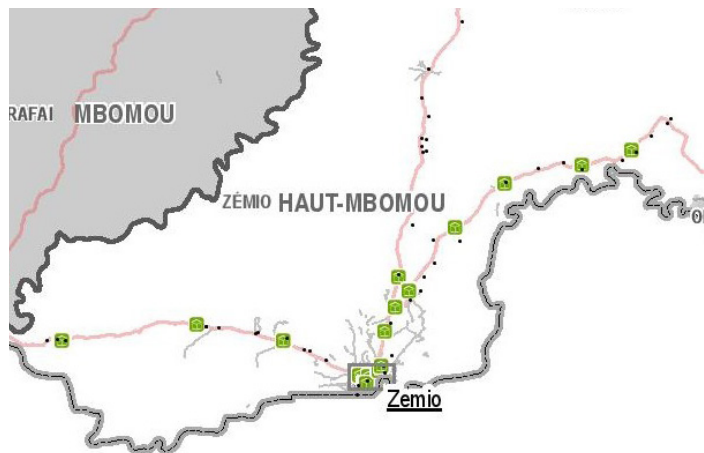
Selon la MSNA 2019⁵, pour la sous-préfecture de Zémio, les principales barrières d'accès à l'éducation au sein des ménages, issus des communautés hôtes et déplacées, ayant au moins un enfant non-inscrit ou présent moins de 6 mois à l'école durant l'année 2018-2019 étaient d'ordre :

- 1. Financier** : l'école était financièrement inaccessible pour les ménages ; les charges étaient trop élevées (fournitures scolaires, frais scolaires, nourriture, uniformes, etc.) et/ou les moyens de transport étaient trop chers ;
- 2. Fonctionnel** : l'école était fermée ou non fonctionnelle. Cela incluait le manque de professeurs et/ou d'élèves, l'occupation des bâtiments par des groupes armés, l'occupation des bâtiments par des populations déplacées ou encore l'endommagement partiel ou total des locaux.

Par ailleurs, à l'échelle de la sous-préfecture, 76% des garçons âgés de 7 à 12 ans étaient inscrits à l'école et 69% étaient présents toute l'année. Pour les filles âgées de 7 à 12 ans, elles étaient 42% à être inscrites à l'école et 36% à y aller toute l'année.

Enfin, 40 % des ménages présentaient des besoins sectoriels extrêmes en matière d'éducation⁶.

Carte des écoles fonctionnelles - Zémio



Carte présentant les écoles fonctionnelles de la sous-préfecture de Zémio
Source : REACH, cartographie des écoles, janvier-février 2020.

CHIFFRES CLÉS DE LA CARTOGRAPHIE DES ÉCOLES

- 51 élèves par enseignant en moyenne
- 10 salles de classe sur 110 possèdent le matériel adéquat (tableau, craie, brosse)
- 4,4% des enseignants ont abandonné leur poste depuis le début de l'année scolaire 2019

Résultats clés

La localité de Zémio a été durement touchée par la recrudescence des violences entre groupes armés en 2017. En matière d'accès à l'éducation, la principale conséquence a été **la destruction et le pillage des écoles** de la zone. La majorité des écoles ne sont plus fonctionnelles et les parents issus des communautés hôte et déplacée faisaient état de "toiture enlevée", "matériels pillés" ou encore "manque de table-bancs".

Par ailleurs, la majorité des enseignants sont des **maître-parents peu qualifiés**. Ils exprimaient leurs besoins en appui et renforcement de capacités, afin de pouvoir exercer convenablement leur métier. L'un d'eux établissait la comparaison suivante : "quand tu veux travailler aux champs il faut avoir ton outil de travail qui doit être bien aiguisé", il en va de même pour l'éducation. Ils appelaient de leurs vœux une prise en charge des enseignants par l'Etat, notamment sur le plan du paiement de leurs salaires mais également de leurs conditions de travail en général (matériels de travail, kits d'enseignement, espace de revendication, etc.).

Enfin, le déplacement massif de populations dans la localité de Zémio a engendré un nombre plus important d'élèves en classe, augmentant ainsi les besoins en matière de sensibilisation auprès des parents sur **le suivi des enfants et leur prise en charge** (paiement des frais de scolarité, appui psychosocial, aide alimentaire, etc.). Ils attiraient notamment l'attention sur le fait que les enfants déplacés "s'amuse peu et ne parlent pas assez".

Tous ces facteurs évoqués par les parents et les enseignants semblent alignés avec les résultats de la cartographie des écoles de la sous-préfecture de Zémio qui révélaient que parmi les écoles ou des élèves avaient abandonné, les principales causes d'abandon étaient le déplacement (50%), le manque de moyens des parents pour assumer les charges de l'école ou les moyens de transport (50%) et le manque de professeurs (50%).



Barrières d'accès à l'éducation pour les populations déplacées

Du fait de la crise de 2017, de nombreuses familles ont dû fuir leur localité d'origine, et les communautés déplacées internes installées dans la localité de Zémio confiaient avoir été contraintes de déscolariser leurs enfants suite à ce déplacement. Au moment de la collecte de données, elles estimaient avoir été "dépouillées de tout" et n'avoir pas pu se reconstruire du fait de l'insécurité et de l'impossibilité d'avoir accès à des activités génératrices de revenus. Plus spécifiquement, selon les parents des ménages déplacés, les barrières d'accès à l'éducation en tant que service étaient multiples (cf tableau 1), et interconnectées comme explicité dans les sections suivantes.

Barrières	Occurrences
Manque de moyens financiers	2/2
Insécurité	1/2
Insécurité alimentaire	1/2
Situation sanitaire	1/2
Destruction d'infrastructures scolaires	1/2
Manque d'enseignants et de matériel scolaire	1/2

Tableau 1. Barrières d'accès à l'éducation évoquées par les parents déplacés au cours des groupes de discussions et nombre de GD (occurrences) où elles ont été mentionnées.

1. Le manque de moyens financiers

Les communautés déplacées de Zémio mettaient en avant le manque de moyens financiers comme la principale barrière d'accès à l'éducation pour leurs enfants. Cette précarité empêchait selon eux les familles de pouvoir subvenir aux besoins essentiels des enfants en matière de matériel scolaire mais également de sécurité alimentaire et d'habillement, nécessaires pour que les enfants puissent aller à l'école dans de bonnes conditions.

Un soutien de la part d'organisations non gouvernementales (ONG) dans la relance économique et le soutien aux activités génératrices de revenus serait nécessaire, selon les ménages déplacés, pour leur permettre de subvenir aux besoins en éducation de leurs enfants.

2. L'insécurité omniprésente

Les communautés déplacées mentionnaient à plusieurs reprises l'insécurité présente dans la localité de Zémio. La présence "d'hommes en arme dans la localité" affectait notamment leurs capacités de libre circulation et leur accès aux champs (principale source de revenus permettant de payer la scolarité des enfants). Par ailleurs, cette insécurité pesait selon eux sur les enfants eux-mêmes, notamment lors du chemin quotidien vers l'école. Selon les ménages déplacés, les solutions à envisager seraient un déploiement des forces de sécurité dans la zone et un désarmement des groupes armés.

3. La situation sanitaire

Les parents de ménages déplacés affirmaient que l'absence de "pharmacie scolaire" ou de "service de référencement des cas de maladie" était aussi une barrière d'accès à l'éducation pour leurs enfants. Ils ne donnaient pas davantage d'informations sur ce sujet mais l'on peut supposer que la faiblesse voire l'absence d'installations sanitaires et médicales dans les écoles font craindre aux parents la propagation de maladies.

4. Les infrastructures et le personnel enseignant

Les parents issus des communautés déplacées insistaient sur "l'absence totale de services éducatifs dans la localité depuis la crise de 2017". Selon eux, la localité de Zémio pâtit à la fois d'un manque d'enseignants (la plupart d'entre eux ont fui pour cause d'insécurité de la zone) et de destructions totales ou partielles des bâtiments scolaires suite aux affrontements entre groupes armés. Les parents de ménages déplacés appelaient à une "action d'urgence", qui devrait comporter, selon eux, d'une part la création d'écoles d'urgence et la réhabilitation des établissements scolaires existants, et l'augmentation du nombre d'enseignants déployés dans la localité d'une part et leur formation d'autre part.

Le point de vue des enfants déplacés sur l'école

Les discussions avec les enfants issus des populations déplacées ont été structurées autour de plusieurs axes. Tout d'abord, il s'agissait de recueillir leur sentiment vis-à-vis de l'école en général ("est-ce que c'est utile d'aller à l'école ?", "est-ce que les filles et les garçons doivent aller à l'école ?", etc.). Puis, des questions leur ont été posées sur leur cas particulier vis-à-vis de l'école ("qu'est-ce qui vous rend heureux ou triste à l'école ?", "votre école, elle ressemble à quoi ?", "est-ce que vous aimez y passer du temps ?", etc.). Enfin, la discussion était orientée sur le contenu même des classes ("comment se comporte le professeur ?", "quelles sont les matières que vous préférez ?", "que se passe-t-il si vous faites une bêtise en classe ?", etc.).

Pour les enfants issus de ménages déplacés, l'école était perçue comme :

- un lieu d'apprentissage et d'"éveil", qui permet d'acquérir des connaissances et aussi une certaine forme de "sagesse" ;
- un moyen de se former à un métier, d'obtenir des diplômes et d'avoir un travail. Les enfants évoquaient par exemple le souhait d'être "recrutés dans une ONG", et les filles exprimaient le vœu de continuer l'école jusqu'à devenir "enseignantes, matrones ou chefs de quartier" ;
- un lieu de "protection", comme évoqué par les filles.



METHODOLOGIE D'ENTRETIEN AVEC LES ENFANTS

Pour les GD avec les enfants, le défi a été d'aborder des sujets complexes tout en les mettant à l'aise et en instaurant un climat de confiance. Les groupes de discussion ont eu lieu dans les écoles, qui ne sont donc pas des lieux neutres pour aborder la thématique de l'éducation, il fallait donc sortir du cadre scolaire pour les amener à se livrer sur leurs sentiments vis-à-vis de l'école et de leurs professeurs. Pour ce faire, des jeux et animations ont été introduits par les facilitateurs afin de briser autant que possible le rapport hiérarchique entre l'adulte et les enfants. Puis, pour la conduite du questionnaire, la plupart des questions ont été posées en partant de photographies imprimées montrant des enfants dans certaines situations (ex : des enfants joyeux dans une cour de récréation, des enfants sur le chemin de l'école, des enfants assis sur le sol dans une salle de classe, etc.). L'objectif de cette technique était double : d'une part susciter une discussion sans poser directement des questions potentiellement sensibles (sécurité et protection), d'autre part amener un aspect ludique à la discussion.

Les questions de protection sont revenues tout au long des discussions avec les enfants issus des ménages déplacés. A titre d'exemple, la première image utilisée présentait des enfants sur le chemin de l'école, avec des cahiers et des cartables, les filles comme les garçons ont évoqué *"des enfants portant des bagages et qui fuient la guerre"*. Par ailleurs, lorsque l'on demandait aux filles ce qui pouvait rendre tristes les enfants sur les images, elles évoquaient le fait que ces derniers avaient *"perdu leurs parents"*, que leur *"maman (était) morte pendant la guerre"* ou encore qu'il y avait des *"gens morts étalés par terre"*. Les garçons, de la même manière, mentionnaient *"les violences"* et *"la guerre"* comme explications possibles.

Par ailleurs, les enfants issus des communautés déplacées faisaient référence à la consommation d'alcool de certains de leurs enseignants pendant les heures de classe. En effet, les filles mentionnaient le fait que certains *"consommaient la boisson et faisaient des choses bizarres"*, sans toutefois préciser davantage. Elles décrivaient également qu'ils *"avaient les yeux rouges"*, tandis que les garçons avouaient que les enseignants *"sortent parfois", "consomment de la boisson"* et que *"l'odeur d'alcool envahissait la salle"*. Cela a été confirmé par les parents de ménages déplacés qui évoquaient également que *"certains enseignants (consommaient) la boisson"*, *"les enfants le savent par l'odeur ou les yeux rouges de l'enseignant"*. De plus, les garçons ont mentionné à plusieurs reprises l'utilisation de la *"chicote"* comme quelque chose qui les rendait tristes ou leur faisait peur à l'école. De la même manière, les filles ont réagi à l'image sur laquelle figurait une scène de punition sur la main, en mentionnant que ce devrait être *"un enseignant"* qui *"tapait la main de quelqu'un"*, sans expliquer davantage ce qui pouvait expliquer ce geste selon elles.

Enfin, lorsque l'on demandait aux enfants issus des communautés déplacées de dessiner ce qui leur faisait le plus peur à l'école, les serpents et les armes ont été les principaux éléments qui sont apparus sur les dessins comme le montrent les quelques exemples qui figurent en page 5. Les enfants issus des communautés déplacées, comme ceux issus de la communauté hôte, filles ou garçons, ont dessiné les mêmes éléments, les dessins ont donc tous été regroupés afin de mettre en lumière l'universalité des peurs chez les enfants de la localité de Zémio.





Barrières d'accès à l'éducation pour les communautés hôtes

Le même questionnaire que celui administré aux parents issus de la communauté déplacée, a été soumis aux parents issus de la communauté hôte. Les parents déploraient des barrières d'accès à l'éducation multiples, comme détaillées dans le tableau 2.

Barrières	Occurences
Insécurité	2/2
Manque de moyens financiers	2/2
Manque d'enseignants qualifiés	1/2
Prise d'alcool des enseignants	1/2

Tableau 2. Barrières d'accès à l'éducation évoquées par les parents hôtes au cours des groupes de discussions et nombre de GD (occurences) où elles ont été mentionnées.

D'emblée, à l'instar des parents de ménages déplacés, les parents issus des communautés hôtes évoquaient des barrières d'accès à l'éducation liées au manque de moyens financiers et à l'insécurité omniprésente dans la localité de Zémio. Ensuite, la destruction des infrastructures scolaire et le manque de matériel didactique ont été évoqués, mais les parents issus de la communauté hôte ont davantage insisté sur les problèmes survenant au sein des écoles, pendant les heures de classe. Les différentes barrières évoquées sont explicitées dans les sections suivantes.

1. L'insécurité

Comme pour les populations déplacées, les communautés hôtes témoignaient d'une insécurité généralisée à l'échelle de la localité de Zémio.

Ils mentionnaient la présence de groupes armés et la circulation des armes dans la ville, créant ainsi un climat de "peur" et de "menace" qui pèse à la fois sur les parents et sur les enfants. Cela est accentué notamment par des "contrôles réguliers dans la ville" et des "rumeurs d'attaques". Une autre conséquence de l'insécurité latente est l'impossibilité pour les familles de circuler librement dans la localité et d'accéder aux champs. Comme pour les ménages issus des communautés déplacées, les activités agricoles sont la principale source de revenus pour les parents de la communauté hôte. Les solutions envisagées étaient les mêmes que celles évoquées par les parents issus des communautés déplacées, à savoir : le désarmement des groupes armés et le déploiement des forces de sécurité de l'Etat. Par ailleurs, les parents des ménages hôtes mentionnaient la nécessité d'une sensibilisation aux accords de paix, sans toutefois préciser à destination de qui cela devrait être effectué.

2. Le manque de moyens financiers

Les familles vivant à Zémio estimaient ne pas pouvoir aller aux champs à cause de l'insécurité de la zone. Les parents des ménages hôtes déploraient de ne pas être en mesure de subvenir aux besoins en éducation de leurs enfants, faute de revenus. Ils faisaient appel aux ONG pour les aider à retablir leurs moyens de subsistance, notamment via l'appui aux activités génératrices de revenus. Ils évoquaient par ailleurs la destruction des champs par les éleveurs comme un obstacle à leur activités économiques et déploraient "le manque de justice" en ce sens. Selon eux, une meilleure délimitation des zones agricoles dans la commune de Zémio serait nécessaire.

3. Le manque d'enseignants qualifiés

Les parents des ménages hôtes soulignaient la volonté et le "sacrifice" dont faisaient preuve les enseignants. Toutefois, ils déploraient que ces derniers ne soient pas suffisamment nombreux à Zémio, et pas suffisamment qualifiés. Les parents issus de la communauté hôte estimaient que le renforcement des capacités des maître-parents notamment, une meilleure rémunération des enseignants ainsi qu'un appui sous la forme de "kits d'enseignement" étaient des pistes de solution à envisager.

4. La consommation d'alcool des enseignants

Les absences répétées ainsi que la consommation d'alcool par les enseignants ont été évoquées par les parents issus de la communauté hôte. Selon eux, cela serait dû à la trop faible rémunération des enseignants et à l'absence de suivi de ces derniers par les autorités éducatives. Ils appelaient donc le gouvernement à agir en matière de "suivi des établissements scolaires, (de) la formation et la rémunération des enseignants et maître-parents".

FOCUS - ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES (APE)

Les parents issus des communautés hôtes semblaient avoir davantage de liens avec les établissements scolaires via les réunions des APE que ne pouvaient avoir les parents issus des communautés déplacées. Cela se traduisait notamment par l'investissement des parents de ménages hôtes dans le nettoyage de la cour des écoles au moment de la rentrée scolaire. Les parents issus des communautés déplacées déploraient à l'inverse une absence d'APE ou le manque de réunion de cette structure lorsqu'elle existait.

De façon générale, les GD ont révélé la faible interaction entre les parents issus des communautés hôtes et ceux issus des communautés déplacées. Les parents des ménages hôtes estimaient qu'ils n'y avait "pas assez" de relations entre eux, tandis que les parents des ménages déplacés qualifiaient ces relations de "peu fructueuses".



Le point de vue des enfants hôtes sur l'école

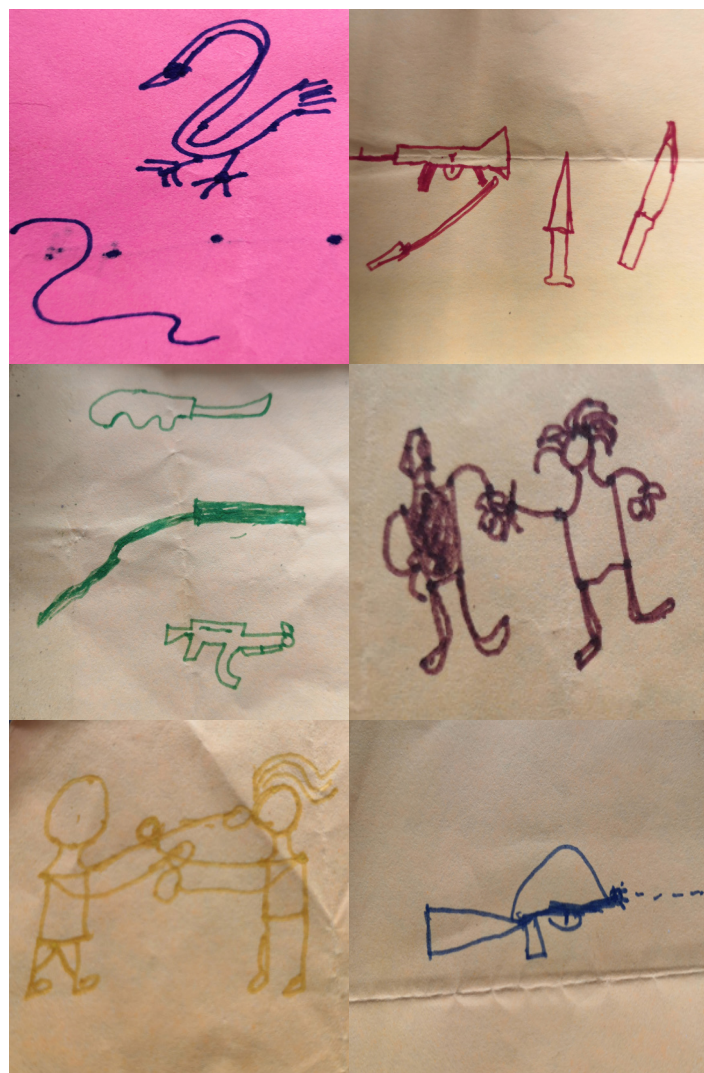
Le même questionnaire que celui utilisé avec les enfants des communautés déplacées a été utilisé pour animer la discussion avec les enfants issus des communautés hôtes. Le but était de les amener à s'exprimer sur l'école en général, leurs sentiments vis-à-vis de leur propre situation, et le déroulement des classes. La technique des images a également été utilisée afin de susciter tout à tour des émotions positives et négatives, qui leur permettent de s'exprimer sur ce qu'ils vivent au quotidien à l'école.

A l'instar des enfants issus des communautés déplacées, pour les enfants de la communauté hôte, l'école est perçue comme un lieu d'apprentissage qui leur permet de s'instruire, de *"savoir lire et écrire"*, *"savoir rédiger une lettre"* et *"apprendre le français"*. C'est aussi un endroit où les enfants peuvent préparer leur avenir : les garçons pensaient que l'école leur permettrait de *"travailler dans une ONG ou de piloter un avion"* tandis que les filles évoquaient l'envie de devenir *"matrones ou enseignantes"*. Enfin, pour eux l'école est synonyme de *"sagesse"*, d'*"intelligence"* et d'éveil.

En ce qui concerne leurs sentiments vis-à-vis de leur école en particulier, selon les enfants appartenant à la communauté hôte, l'école rend les enfants heureux car ils peuvent *"jouer et apprendre"*. A l'inverse, lorsqu'on leur a demandé ce qui pouvait rendre un enfant triste à l'école, la principale raison évoquée par les filles et les garçons était que *"l'enfant (était) blessé"*. Bien que les enfants des ménages hôtes ne faisaient pas mention directement de la guerre, contrairement aux enfants issus des communautés déplacées, la thématique des violences était tout de même centrale. Puis, les filles ont évoqué de multiples autres raisons telles que : il a *"échoué à l'examen"*, il *"a faim"*, *"l'absence de sa mère"* ou le fait que les parents refusent d'envoyer les enfants à l'école.

A propos des punitions, lorsqu'on leur a montré une photo représentant une punition sur les doigts, les enfants issus de familles hôtes, filles comme garçons, ont décrit *"une main rouge avec du sang"* alors que le sang ne figurait pas sur l'image. La mention du sang n'avait pas été relevée pour les enfants issus des communautés déplacées. En particulier, selon les filles issues des communautés hôtes, les punitions pouvaient avoir lieu si des enfants *"ne savaient pas écrire"*, *"ne connaissaient pas la leçon ou (faisaient) du bruit"*. Ces enfants sont alors *"fouettés"* ou *"blessés suite à la chicote"* selon une expression utilisée par les garçons.

En termes de risques à l'école, les filles évoquaient à plusieurs reprises la peur des serpents, notamment dans les latrines jusqu'à les empêcher d'y aller : *"(il ne faut) pas aller dans les latrines (car il y a) peut être un risque de morsure de serpent"*. Les garçons quant à eux expliquaient qu'il était arrivé que leur enseignant boive de l'alcool pendant les heures de classe.



Photos des dessins réalisés par les enfants issus des communautés hôtes et déplacées de la localité de Zémio lors de la conduite des GD.

Source : REACH, Février 2020

Ils expliquaient que l'enseignant les *"laissait et partait"*, puis *"quand il buvait on ne faisait plus les cours"*. Enfin, les filles évoquaient le fait que lorsqu'elles voulaient se plaindre des garçons elles ne pouvaient pas le faire car ces derniers voulaient *"les battre"*.

De façon générale, les enfants appartenant à la communauté hôte de Zémio ont apprécié participer à l'exercice des GD, pour la plupart ils n'avaient jamais pris part à un tel exercice.

Une approche collaborative

REACH, ne disposant pas d'expertise dans le secteur de l'éducation, a sollicité deux partenaires du cluster éducation afin de l'appuyer dans la réalisation des groupes de discussion dans le cadre de cette évaluation. NRC et ACTED ont donc dirigé les groupes de discussion, chacun dans une des deux sous-préfectures identifiées, à savoir Zémio et Alindao. L'équipe REACH était quant à elle responsable de la conception de l'évaluation, de la coordination de la collecte des données, du développement des outils de collecte, de la formation sur l'utilisation de ces outils ainsi que du soutien à la mise en œuvre des discussions (mise à disposition de papiers couleur, cartes papier, images pour les discussions des enfants, prise de notes, etc.). Enfin, REACH a été en charge de l'analyse des données collectées et de la production des produits finaux présentés sous la forme de deux profils analytiques sur les deux sous-préfectures ciblées.

Une approche holistique

Les groupes de discussion menés par les partenaires du cluster éducation et REACH avaient pour but de collecter des données qualitatives sur la perception des communautés hôtes et déplacées vis-à-vis de leur accès aux infrastructures et services scolaires. Les deux sous-préfectures d'Alindao et Zémio ont été sélectionnées comme suit : Alindao a été considérée comme référence pour une zone ayant connu d'importants déplacements de populations entre 2013 et 2017, et Zémio a été considérée comme référence pour une zone ayant connu d'importants déplacements de populations depuis 2017. L'objectif était d'évaluer dans quelle mesure les déplacements passés et récents de populations ont pu avoir des impacts similaires ou non sur les infrastructures et les services éducatifs. De plus, cette évaluation s'est concentrée sur l'interaction entre personnes déplacées et les populations hôtes au sein d'une même communauté. Ainsi, seules les personnes déplacées vivant dans une famille d'accueil ont été prises en compte pour l'étude.

Les parents et les enfants ont été consultés, afin de permettre à la communauté humanitaire de comprendre les besoins spécifiques de toutes les parties prenantes concernées par l'éducation, les enfants en premier lieu. Compte tenu de la nouveauté de cet exercice en RCA, le cluster éducation a convenu de concevoir des lignes directrices afin de garantir que l'approche développée par REACH était adaptée à un public d'enfants. Ces lignes directrices seront mises à la disposition de la communauté humanitaire, une fois enrichies des retours d'expériences des équipes de mise en œuvre. En outre, des discussions de groupe ont été menées avec des enseignants ou des membres du personnel éducatif, dans les deux zones sélectionnées, afin d'apprécier les changements potentiels dans la dynamique des classes en raison d'un afflux de populations déplacées dans la localité.

Collecte de données

Un total de 26 groupes de discussion, composées de 6 à 8 personnes chacun, ont eu lieu, répartis entre les localités de Zémio et Alindao. Sur la base des questions de recherche de l'étude et de leur connaissance de la zone, les partenaires du cluster éducation ont pu identifier les participants aux groupes de discussion selon les strates décrites dans le tableau à la page suivante, pour chaque zone géographique identifiée.

La distinction par sexe des participants n'a été retenue que pour les discussions avec les parents et les enfants, afin de vérifier d'éventuelles différences de perceptions vis-à-vis de l'éducation. De plus, les discussions avec les parents et les enfants comprenaient des questions sur les aspects de protection qui nécessitaient d'être traités séparément selon le sexe des répondants afin de s'assurer que l'exercice ne causait pas de préjudice supplémentaire aux participants et que tous se sentent à l'aise pour exprimer leurs sentiments et leurs opinions.

Les connaissances de la zone par chaque partenaire ont permis aux équipes d'identifier les écoles spécifiques qui ont été témoins d'un afflux important d'enfants en raison des déplacements de population. Ensuite, les potentiels participants aux GD ont été identifiés et contactés par les partenaires, en collaboration avec les chefs d'établissement, afin de partager leur expérience sur leur situation vis-à-vis de l'éducation. Un premier accord oral a été obtenu. Ensuite, un formulaire de consentement écrit formel a été signé par tous les participants, avant le début de chaque groupe de discussion. En ce qui concerne spécifiquement les groupes de discussion avec les enfants, l'accord oral des parents a été obtenu et un formulaire de consentement écrit a été signé par un parent.

Les GD avec les parents et les enseignants ont impliqué :

- 1 membre de l'ONG partenaire ;
- 1 membre de REACH pour la prise de note.

Les GD avec les enfants ont impliqué :

- 1 membre de l'ONG partenaire ;
- 1 membre de REACH pour la prise de note.
- 1 personne de la communauté locale: un homme ou une femme selon le sexe des participants, sur recommandation du cluster éducation. Cette personne a été identifiée au sein de la communauté, comme étant une personne de confiance pour les enfants et n'était pas partie prenante de l'école (ex : directeur, enseignant, membre de l'association des parents d'élèves ou tout autre établissement éducatif). Cette personne a permis l'interprétation en langue vernaculaire et s'est assuré que les enfants se sentaient en sécurité.

Un pilote avait été réalisé à Bangui, par REACH et les partenaires éducation. Trois groupes de discussion ont été mis en œuvre: 1 avec les parents, 1 avec les enseignants et 1 avec les enfants âgés de 6 à 12 ans. L'objectif de ce projet pilote a été de tester et d'ajuster les outils et méthodes de collecte de données, en collaboration avec le cluster éducation.

Défis et limites

Les analyses présentées dans ce document sont uniquement indicatives et ne sont pas représentatives de l'ensemble des barrières d'accès à l'éducation rencontrées par toutes les personnes issues des communautés déplacées et hôtes au niveau national. Les GD ont été réalisés sur un échantillon restreint, dans un intervalle de temps donné, et les analyses qui en découlent ne sauraient statuer de façon exhaustive de la situation des populations face à l'éducation.

Par ailleurs, en termes de couverture géographique, les sous-préfectures ciblées ont été choisies sur la base des données disponibles dans la Matrice de suivi des déplacements (DTM)⁷ de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), datant du mois de juillet 2019. Ces données fournissent des informations jugées utiles par REACH dans le cadre de cette évaluation, comme le nombre, la zone d'origine ou encore la période de déplacements des personnes déplacées internes en RCA. En revanche, elles ne couvrent pas toutes les préfectures du pays, certaines zones ont donc été exclues. De plus, seules les préfectures couvertes par la composante "cartographie des écoles" ont été prises en compte pour la conduite des GD.

En termes de populations cibles, seules les personnes déplacées internes vivant en famille d'accueil, et non en site, ont été considérées pour la conduite de cette enquête.

L'objectif était de se concentrer sur les relations entre communautés déplacée et hôte face à l'accès à un service. L'analyse de la situation des populations déplacées vivant en site en termes d'accès à l'éducation nécessiterait un autre cycle de recherche à part entière.

La traduction du sango vers le français des réponses des participants a pu engendrer une perte de l'information en ce sens que des nuances exprimées dans une langue ne peuvent pas toujours être retranscrites fidèlement dans une autre.

Enfin, il est important de rappeler le contexte sécuritaire volatile lors de la mise en œuvre de cette évaluation. Cela a engendré une nécessaire réorientation du focus géographique de l'enquête (les localités initialement ciblées étaient celle de Briä et de Mobaye), et a aussi contraint les équipes REACH à mobiliser de nouveaux partenaires. La conduite de GD avec des enfants mineurs a également été un véritable défi pour les équipes REACH et des partenaires.

Notes

^[1] 799 000 enfants non déplacés (77,2%), 85 000 enfants déplacés dans des familles d'accueil (8,3%) et 56 000 enfants déplacés dans des sites (5,4%). Voir : [OCHA, RCA : Aperçu des Besoins Humanitaires \(HNO 2020\)](#).

^[2] Voir le [rapport](#) et la [base de données](#) de la MSNA 2019.

^[3] Cela signifie que 28% des ménages présentent un score de sévérité LSG (manque en termes de niveau de vie) de 4 en éducation. Voir les [factsheets sectorielles](#) et la [base de données](#) de la MSNA 2019 pour plus de détails sur la méthodologie de calcul du score de sévérité des besoins.

^[4] Voir les factsheets de la cartographie des écoles disponibles sur le site internet du [REACH Resource Center](#).

^[5] Voir le [rapport](#) et la [base de données](#) de la MSNA 2019.

^[6] Cela signifie que 40% des ménages présentent un score de sévérité LSG (manque en termes de niveau de vie) de 4 en éducation. Voir les [factsheets sectorielles](#) et la [base de données](#) de la MSNA 2019 pour plus de détails sur la méthodologie de calcul du score de sévérité des besoins.

^[7] Voir [OIM, RCA : DTM - round 8, juillet 2019](#).

Aperçu des GD menés dans chacune des localités ciblées

	Parents		Enfants				Enseignants	TOTAL
			Filles		Garçons			
	D'enfants scolarisés	D'enfants déscolarisés	Scolarisées	Déscolarisées	Scolarisés	Déscolarisés		
Communautés hôtes	1	1	1	1	1	1	1	13
Communautés déplacées	1	1	1	1	1	1		